

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 décembre 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 10 décembre 2021, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Estonie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le récapitulatif des travaux que le Conseil de sécurité a menés durant le mois de juin 2021 sous la présidence de la République d'Estonie (voir annexe).

Ce récapitulatif a été établi par la Mission permanente de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies à l'issue de consultations avec les autres membres du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sven **Jürgenson**



**Annexe à la lettre datée du 10 décembre 2021 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Récapitulatif des travaux menés par le Conseil de sécurité
sous la présidence de l'Estonie (juin 2020)**

Introduction

En juin 2021, le Conseil de sécurité a tenu 28 séances publiques et 13 consultations plénières. Toutes les séances, à l'exception des trois réunions de haut niveau, ont eu lieu en présentiel dans la salle du Conseil. En outre, quatre séances privées (dont deux avec les pays fournisseurs de contingents), un dialogue interactif informel et quatre réunions selon la formule Arria ont été organisées. Les organes subsidiaires du Conseil se sont réunis à 11 reprises. Les membres du Conseil ont adopté sept résolutions et se sont entendus sur deux déclarations à la presse et trois éléments destinés à la presse.

Parmi les manifestations phares organisées sous la présidence de l'Estonie, on peut citer la tenue d'un débat public de haut niveau sur le thème « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : cybersécurité », le 29 juin, pour appeler l'attention sur la question des nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité, d'un débat public de haut niveau sur le thème « Les enfants et les conflits armés », le 28 juin, pour mettre en évidence les liens inextricables entre la paix, la sécurité et la prévention des conflits, et enfin d'un débat de haut niveau sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, le 22 juin, pour examiner la situation en Afghanistan. Ont également été organisés, le 10 juin, une réunion d'information sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales (Union européenne), et, le 16 juin, un débat public sur la mise en œuvre de la note du Président du Conseil de sécurité sur les méthodes de travail en date du 30 août 2017 ([S/2017/507](#)) en vue de contribuer à renforcer la transparence des travaux du Conseil de sécurité et à en améliorer les méthodes de travail. L'un des objectifs qui a été atteint était d'inviter davantage de représentants de la société civile, notamment des femmes, à présenter des exposés au Conseil, car leurs interventions permettent d'offrir une vision plus large de l'effet des conflits. Huit représentants (dont six femmes) sont ainsi intervenus devant le Conseil au fil des différentes séances organisées durant le mois de juin.

Au-delà d'un programme de travail comme toujours très chargé, le Président du Conseil a eu l'honneur, le 18 juin, d'intervenir devant l'Assemblée générale à l'occasion de la nomination d'António Guterres pour un second mandat au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et, le 11 juin, de présenter le rapport annuel 2020 du Conseil lors du débat tenu sur la question par l'Assemblée.

Conformément à la pratique de l'Organisation, l'Estonie a débuté sa présidence par la présentation du programme de travail provisoire du Conseil pour le mois, qui a été adopté lors de consultations tenues le 1^{er} juin. Ce jour-là, le Président du Conseil a tenu des réunions d'information à l'intention de la presse et de tous les États Membres de l'Organisation sur les travaux du Conseil pendant le mois. Le 30 juin, il a tenu une séance récapitulative en présentiel à l'intention de tous les États Membres de l'Organisation sur les travaux menés en juin par le Conseil. À cette occasion, les représentants permanents de Saint-Vincent-et-les Grenadines et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont été invités à intervenir devant le Conseil.

Afrique

Libye

Le 3 juin, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2578 \(2021\)](#) portant prorogation, pour une période supplémentaire de 12 mois, des autorisations énoncées dans la résolution [2292 \(2016\)](#), prorogées pour la dernière fois par la résolution [2526 \(2020\)](#).

Soudan et Soudan du Sud

Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan

Le 3 juin, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2579 \(2021\)](#) portant prorogation, jusqu'au 3 juin 2022, du mandat de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan. Dans cette résolution, le Conseil a maintenu les objectifs stratégiques de la Mission, tout en accordant la priorité au soutien à la mise en œuvre de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan, à la protection des civils, au renforcement des capacités et à la rédaction de la Constitution au cours de ce cycle du mandat.

Soudan : Cour pénale internationale

Le 9 juin, la Procureure de la Cour pénale internationale, Fatou Bensouda, a présenté au Conseil de sécurité le trente-troisième rapport du Bureau de la Procureure de la Cour concernant la situation au Darfour, établi en application de la résolution [1593 \(2005\)](#) du Conseil. Elle a évoqué sa récente visite au Darfour et rendu compte du dialogue constructif et du bon esprit de coopération existant entre la Cour et le Gouvernement du Soudan. Elle a également affirmé que la paix et la justice restaient inaccessibles aux Darfourais et qu'il demeurerait essentiel, pour instaurer une paix durable dans cette région, que les auteurs de crimes répondent de leurs actes. Elle a souligné que les quatre mandats d'arrêts en instance devaient être exécutés et que les suspects devaient être remis à la Cour. Elle a insisté sur la nécessité urgente de procéder en priorité au transfèrement d'Ahmad Muhammad Harun à la Cour. Elle a regretté que les conditions de sécurité dans certaines régions du Darfour demeurent instables. Les membres du Conseil ont souligné qu'il fallait que les auteurs de crimes, et en particulier les cinq suspects mis en cause, rendent des comptes. Ils ont également rendu hommage à la façon dont M^{me} Bensouda, qui présentait son dernier exposé au Conseil, a exercé ses fonctions de procureure de la Cour pendant tout son mandat.

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1591 \(2005\)](#) concernant le Soudan

Le 14 juin, le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1591 \(2005\)](#) concernant le Soudan a rendu compte au Conseil des activités menées par le comité des sanctions pendant la période du 25 mars au 14 juin 2021. Le Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Sven Jürgenson, en sa qualité de Président du Comité, a indiqué que le Comité avait tenu deux séances informelles virtuelles au cours de la période considérée. Le 30 mars, le Comité a entendu un exposé du Groupe d'experts sur son programme de travail pour le mandat en cours. Le 17 mai, les membres du Comité ont entendu un exposé de la Secrétaire générale adjointe et Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Virginia Gamba de Potgieter. Le Président a également présenté des éléments du premier compte rendu trimestriel remis au Comité par le Groupe d'experts.

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

Le 21 juin, le Conseil de sécurité a tenu une réunion d'information et des consultations sur le Soudan du Sud, à l'occasion desquelles le nouveau représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, Nicholas Haysom, a présenté son premier exposé au Conseil. Le directeur exécutif et cofondateur de l'organisation Organization for Responsive Governance, Rajab Mohandis, est également intervenu. Le Représentant permanent du Soudan du Sud a également pris part à la séance. Les intervenants et les membres du Conseil ont évoqué le dixième anniversaire du Soudan du Sud, qui a été marqué le 9 juillet. Les membres du Conseil ont salué certaines réalisations positives, notamment la reconstitution de l'Assemblée législative nationale provisoire et le fait que le cessez-le-feu était globalement respecté. Toutefois, les membres du Conseil ont également constaté la persistance de la violence infranationale, la nécessité de réformer la justice, les attaques dirigées contre le personnel humanitaire, la situation humanitaire catastrophique, en grande partie causée par l'homme et évitable, ainsi que la dégradation de la situation économique du pays. Ils ont exhorté le Gouvernement du Soudan du Sud à faire progresser la situation politique et se sont inquiétés de l'augmentation des violations de l'accord sur le statut des forces. De manière plus générale, les membres du Conseil ont encouragé le Gouvernement à aller de l'avant en adhérant aux critères d'évaluation de l'embargo sur les armes.

Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale

Le 7 juin, le Conseil de sécurité a tenu une séance publique suivie de consultations sur la situation en Afrique centrale. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, François Louncény Fall, a présenté au Conseil un exposé sur les activités du Bureau régional et sur l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité dans la région. Il a salué les efforts collectifs faits par la République centrafricaine et le Tchad pour régler leurs différends par le dialogue et s'est réjoui des élections démocratiques récemment organisées au Gabon, en République centrafricaine, en République du Congo et au Tchad. Toutefois, il a également souligné que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continuait de peser sur la région et de perturber l'action du Bureau. Il s'est inquiété de la persistance des violences au Cameroun et en République centrafricaine, du renforcement de la menace représentée par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et de l'accroissement de la menace posée par la piraterie dans le golfe de Guinée.

Les membres du Conseil se sont déclarés favorables à la recommandation faite par le Secrétaire général de renouveler le mandat du Bureau régional et ont salué les initiatives engagées pour négocier la paix et restaurer la stabilité.

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

Le 7 juin, la France, le Kenya, le Niger, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Tunisie ont évoqué la situation en République centrafricaine au titre des questions diverses. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), Mankeur Ndiaye, a informé le Conseil de sécurité que les activités hostiles visant la MINUSCA et le personnel des Nations Unies étaient en pleine recrudescence et que les violations de l'accord sur le statut des forces étaient en nette hausse. Il s'est dit particulièrement

préoccupé par les menaces proférées à l'encontre de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire générale, Coordonnatrice résidente, Coordonnatrice de l'action humanitaire et Représentante résidente pour la République centrafricaine, Denise Brown, et par les affrontements transfrontaliers entre la République centrafricaine et le Tchad et leurs partenaires.

Les membres du Conseil ont exprimé leur soutien à la MINUSCA et souligné que l'accord sur le statut des forces devait être respecté. Des éléments destinés à la presse ont été adoptés à l'issue de la séance.

Le 23 juin, le Conseil a tenu sa séance publique périodique puis des consultations sur la situation en République centrafricaine. Il a entendu des exposés faits par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, par le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Bankole Adeoye, et par la Directrice générale pour l'Afrique du Service européen pour l'action extérieure, Rita Laranjinha. Le Président de la République d'Angola, João Manuel Gonçalves Lourenço, et les représentants du Congo, de la République centrafricaine et du Tchad ont également participé à la séance.

Les intervenants se sont déclarés préoccupés par l'augmentation des violations de l'accord sur le statut des forces et des activités hostiles visant la MINUSCA et le personnel des Nations Unies. Le Représentant spécial du Secrétaire général a également souligné que les violences sexuelles liées au conflit en République centrafricaine étaient en augmentation, que la situation humanitaire se détériorait et que les violations des droits humains se multipliaient dans le pays.

Dans son intervention, le représentant de la République centrafricaine a mis en avant les progrès réalisés par le Gouvernement de son pays dans la lutte contre les groupes armés. De son côté, la représentante du Tchad a expliqué que les activités des mercenaires étrangers sapaient les perspectives de paix en Afrique centrale. Les intervenants ont également évoqué la question des affrontements transfrontaliers entre les forces armées de la République centrafricaine et celles du Tchad et leurs partenaires.

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

Le 7 juin, le Conseil de sécurité a tenu une séance privée avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, El-Gassim Wane, a souligné le rôle essentiel joué par la Mission dans la stabilisation du Mali et la nécessité de se concentrer sur la mise en œuvre du plan d'adaptation malgré les retards pris pour combler les lacunes en matière de capacités. Il a également déclaré que la Mission manquait toujours d'hélicoptères, d'équipes chirurgicales et de capacités en matière de renseignement, de surveillance et de reconnaissance. Il a ajouté que les récents soubresauts politiques avaient été sans effet sur les activités de maintien de la paix. Il a enfin souligné que la Mission et les autorités locales devaient améliorer la coordination en matière de communication stratégique.

Les États Membres ont rappelé leurs contributions présentes, futures et prévues à la MINUSMA et exprimé leur souhait de pouvoir suivre la mise en œuvre du plan d'adaptation. Au cours des discussions, le Représentant spécial du Secrétaire général a souligné qu'il fallait que les unités de l'armée reconstituée se déploient et

s'engagent et que les activités de désarmement, démobilisation et réintégration se poursuivent.

Le 14 juin, le Conseil a tenu une séance publique puis des consultations sur la MINUSMA. Il a entendu les exposés du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et de la Présidente de la Coalition des Femmes Leaders Nord, Sud et Centre du Mali, Fatima Maïga. Le Représentant spécial est revenu sur l'évolution récente de la situation politique au Mali depuis le coup d'État du 24 mai et a déclaré que le putsch avait jeté une ombre sur les efforts visant à rétablir un gouvernement démocratique élu. Il a souligné qu'une approche inclusive, une direction forte à la tête du pays et des mesures concrètes étaient nécessaires pour que le programme de réformes aboutisse. Il a insisté sur l'importance du soutien des partenaires internationaux, notamment l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Il a indiqué que les conditions de sécurité dans le centre et le nord du Mali étaient extrêmement difficiles et que les informations faisant état de violations des droits humains étaient profondément préoccupantes. Dans son intervention, M^{me} Maïga a évoqué la détérioration des droits des femmes au Mali, souligné qu'il fallait assurer la participation pleine, égale et véritable des femmes au processus de paix, et formulé des recommandations concrètes visant à renforcer le mandat de la MINUSMA en ce qui touche à la protection des droits des femmes au Mali, en particulier dans le centre du pays.

Les membres du Conseil ont exprimé des vues convergentes sur la nécessité de préparer les élections législatives de février 2022 et d'assurer une transition politique transparente et inclusive. Ils se sont déclarés préoccupés par la détérioration de la situation en matière de protection des civils et ont souligné qu'il était capital que les Maliens s'approprient et dirigent les efforts visant à instaurer la paix et la stabilité au Mali et à mettre en œuvre l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Plusieurs délégations ont insisté sur la nécessité de lutter contre les atteintes aux droits humains et les violations du droit international humanitaire. En outre, un certain nombre de délégations ont demandé que la pérennité et la prévisibilité du soutien apporté à la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel soient renforcées.

Le 29 juin, par la résolution [2584 \(2021\)](#) adoptée à l'unanimité, le Conseil a reconduit le mandat de la MINUSMA pour une nouvelle période de 12 mois, jusqu'au 30 juin 2022.

Comité du Conseil de sécurité faisant suite à la résolution [751 \(1992\)](#) sur la Somalie

Le 14 juin, en sa qualité de Présidente du Comité du Conseil de sécurité faisant suite à la résolution [751 \(1992\)](#) sur la Somalie, la Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies, Geraldine Byrne Nason, a présenté au Conseil le rapport que le Comité est censé adresser au Conseil tous les cent vingt jours en application de l'alinéa g) du paragraphe 11 de la résolution [1844 \(2008\)](#). Elle a indiqué que, le 26 février, le Comité avait inscrit sur sa liste de sanctions trois personnes qui occupaient diverses fonctions au sein du groupe armé des Chabab. Elle a également souligné que, le 4 juin, le Comité avait examiné le bilan à mi-parcours dans le cadre de consultations informelles tenues virtuellement. La Somalie a également participé à la séance du 14 juin.

République démocratique du Congo

Le 15 juin, à la demande du Kenya, au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité – le Kenya, le Niger et la Tunisie – et de Saint-Vincent-et-les

Grenadines ainsi que de la France, le Conseil a examiné la situation humanitaire en République démocratique du Congo au titre des questions diverses. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, a fait un exposé aux membres du Conseil sur la situation à la suite de l'éruption du volcan Nyiragongo le 22 mai 2021. Il a indiqué que le phénomène avait encore exacerbé la situation humanitaire en République démocratique du Congo. Les membres du Conseil ont salué les efforts déployés par les autorités congolaises, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et autres partenaires pour faire face à l'éruption volcanique. Ils ont souligné qu'il fallait continuer à aider le Gouvernement à faciliter le retour des déplacés, à reconstruire les infrastructures et à assurer l'accès aux services essentiels. Des éléments destinés à la presse ont été adoptés à l'issue de la séance.

Le 29 juin, par la résolution [2582 \(2021\)](#), le Conseil a reconduit le régime de sanctions imposé à la République démocratique du Congo et prorogé pour une période de 12 mois le mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo chargé d'en surveiller l'application. Il a enjoint aux États de faire en sorte que toutes les mesures prises pour mettre en œuvre la résolution soient conformes aux obligations que leur imposent le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés.

Éthiopie

Le 15 juin s'est tenu un dialogue interactif informel sur la situation humanitaire dans la région du Tigré en Éthiopie. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence a fait le point avec les membres du Conseil sur l'évolution de la situation humanitaire dans la région et demandé que des mesures soient prises pour conjurer le danger croissant de famine. Il a également évoqué les violations du droit international humanitaire qui auraient été commises dans la région. Le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley, a retracé les activités menées par le Programme et demandé que les organismes humanitaire puissent accéder librement au Tigré. Le chef de la Commission nationale de gestion des risques de catastrophes de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Mitiku Kassa, a également fait un exposé au Conseil sur la situation humanitaire, du point de vue du Gouvernement éthiopien. Le Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui a également pris part à la séance, a confirmé que le Gouvernement éthiopien était ouvert à l'idée de coopérer avec les organisations internationales qui s'emploient à atténuer la situation humanitaire, et de mener des enquêtes sur les violations du droit international humanitaire qui auraient été commises. Les membres du Conseil ont appelé au renforcement de la coopération entre le Gouvernement éthiopien et les organisations humanitaires. Certains membres ont demandé que soit élargi l'accès à l'aide humanitaire, se sont inquiétés de ce que les violences sexuelles et autres violations des droits humains se poursuivraient, et ont réclamé la fin des hostilités ainsi que le retrait des troupes non éthiopiennes du Tigré. D'autres ont souligné qu'il était nécessaire de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Éthiopie et déclaré qu'il fallait accroître le financement international de l'aide humanitaire.

Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient (République arabe syrienne)

Armes chimiques

Le 3 juin, le Conseil de sécurité a tenu une réunion publique d'information sur la mise en œuvre de la résolution [2118 \(2013\)](#) sur la question des armes chimiques en République arabe syrienne. Les membres du Conseil ont entendu des exposés présentés par la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, et le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, Fernando Arias.

Situation humanitaire

Le 23 juin, le Conseil a tenu une séance publique sur la situation humanitaire en République arabe syrienne. Le Secrétaire général a fait une déclaration liminaire, tandis que le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence par intérim, Ramesh Rajasingham, a fait un point détaillé sur la situation humanitaire et sur l'état des livraisons à travers les frontières et les lignes de front. Une intervenante de la société civile, Sherine Ibrahim, directrice Turquie de l'organisation CARE, a décrit plus en détail les activités humanitaires menées dans le nord-ouest de la République arabe syrienne. Tous les intervenants ont souligné qu'il importait d'améliorer la situation humanitaire dans le pays. Les membres du Conseil de sécurité ont discuté des moyens possibles de répondre aux besoins humanitaires dans toute la République arabe syrienne.

Situation politique

Le 25 juin, le Conseil a tenu une séance publique sur la situation politique en République arabe syrienne. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, a fait le point sur les activités de la Commission constitutionnelle et sur les efforts nationaux visant à instaurer un cessez-le-feu. Une intervenante de la société civile et membre du Mouvement politique féminin syrien, Abeer Hussein, a axé son propos sur le rôle des femmes dans la consolidation de la paix. Les membres du Conseil de sécurité ont souligné l'importance de la résolution [2254 \(2015\)](#) dans la recherche d'un règlement pacifique du conflit syrien.

Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

Le 10 juin, lors d'une réunion avec les pays fournisseurs de contingents, le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, a présenté les conclusions, énoncées dans le rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) ([S/2021/516](#)), sur la situation dans la zone d'opérations de la Force et sur les activités menées par la Force et le Groupe d'observateurs au Golan au cours des trois mois précédents.

Le 14 juin, le Conseil de sécurité a tenu des consultations sur la FNUOD. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix a fait un exposé au Conseil sur les activités menées par la Force au cours des derniers mois et s'est notamment inquiété de la poursuite des violations de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, qui ont à plusieurs reprises mis en danger le personnel de la mission. Il a souligné qu'il fallait que les parties facilitent le redéploiement complet de la Force dans la zone de séparation et permettent la reprise des inspections. Il a ajouté que les observateurs restaient exposés à la menace des restes explosifs de guerre ainsi qu'à l'instabilité des conditions de sécurité dans le centre et le sud de la zone d'opérations dans le secteur Bravo. Le Secrétaire général adjoint a rappelé les difficultés

opérationnelles posées par la fermeture dans le cadre de la pandémie des points Alpha et Bravo au point de passage de Qouneïtra. Il a indiqué que la FNUOD avait communiqué aux parties toutes les violations de l'Accord sur le dégagement qu'elle avait observées, à savoir les tirs en direction et au travers de la zone de séparation et au-delà de la ligne de cessez-le-feu, la présence de matériel et de personnel non autorisés dans les zones de séparation et de limitation, le franchissement de la ligne de cessez-le-feu par des drones et des aéronefs, ainsi que les franchissements par des civils depuis le secteur Bravo. Il a expliqué que la Force était restée en contact étroit avec les parties, notamment durant les périodes de regain de tension, afin de désamorcer la situation.

Les membres du Conseil ont exprimé leur soutien unanime à la FNUOD et souligné que les parties devaient appliquer l'Accord sur le dégagement dans son intégralité. Ils ont appelé à éviter les violations de l'Accord et à assurer la sécurité et la liberté de circulation du personnel de la FNUOD. Ils ont également souligné le rôle important de la Force dans la stabilisation de la région et se sont déclarés favorables à la prolongation du mandat de la mission pour une période supplémentaire de six mois.

Le 29 juin, par la résolution [2581 \(2021\)](#) adoptée à l'unanimité, le Conseil a reconduit le mandat de la FNUOD pour une période supplémentaire de six mois, jusqu'au 31 décembre 2021, afin que la Force continue de surveiller l'application de l'Accord sur le dégagement.

La situation au Moyen-Orient (Yémen)

Le 3 juin, le Conseil de sécurité a tenu une réunion d'information et des consultations sur le pétrolier « Safer », qui sert de terminal flottant de stockage et de déchargement au large du Yémen. La Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Inger Andersen, et la Directrice de la Division des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Reena Ghelani, ont informé le Conseil des risques environnementaux et humanitaires croissants posés par le pétrolier en décomposition et fait le point sur l'évolution des négociations menées avec les responsables houthistes en vue du dépêchement sur le bâtiment d'une équipe technique des Nations Unies. Dans des éléments destinés à la presse, le Conseil a de nouveau souligné la responsabilité des houthistes dans la situation et redit son extrême préoccupation face au risque croissant que le pétrolier se brise ou explose. Il a également exhorté les houthistes à faciliter, en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies, l'accès sûr et sans conditions des experts des Nations Unies au pétrolier afin de leur permettre d'y mener sans plus tarder une évaluation complète et impartiale ainsi qu'une mission de réparation initiale.

Le 15 juin, le Conseil a tenu sa réunion d'information mensuelle et des consultations sur la situation au Yémen. Le Secrétaire général adjoint et Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, qui intervenait pour la dernière fois en cette qualité devant le Conseil, a retracé les derniers efforts diplomatiques faits en vue de la négociation d'un cessez-le-feu et a vivement déploré qu'un accord n'ait toujours pas été trouvé sur le plan en quatre points prévoyant l'instauration d'un cessez-le-feu dans tout le pays, l'ouverture de l'aéroport Sanaa, la levée des restrictions imposées aux ports de Hodeïda et la relance du processus politique. Il a également regretté que les hostilités continuent de faire des victimes civiles, notamment parmi les enfants. De son côté, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires a informé le Conseil des difficultés persistantes concernant la protection des civils, l'accès humanitaire, le financement de l'aide humanitaire et la détérioration de l'économie yéménite. Intervenant devant le Conseil, une membre de l'organisation de la société civile SOS Center for Youth Capabilities Development,

Najiba Al Naggar, a déclaré qu'il fallait soutenir le rôle des femmes dans la société yéménite et dans le processus de paix. Les membres du Conseil ont remercié l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des efforts qu'ils ont déployés pendant leur mandat. Ils ont exhorté les parties à avancer sur la voie du cessez-le-feu et à lever les restrictions sur le carburant et les importations commerciales dans le port de Hodeïda. Ils ont également appelé à faciliter l'accès humanitaire et demandé aux donateurs de soutenir l'aide humanitaire. Plusieurs membres se sont déclarés préoccupés par le grand nombre de victimes civiles, en particulier parmi les enfants, et par les informations selon lesquelles les groupes armés recruteraient des enfants. Au cours des consultations, le Président du Comité de coordination du redéploiement et Chef de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, Abhijit Guha, a informé le Conseil de la situation à Hodeïda et indiqué que, si elles avaient légèrement diminué, les hostilités continuaient néanmoins de faire des victimes civiles.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le 24 juin, le Conseil de sécurité a tenu sa réunion périodique d'information et des consultations sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, a rendu compte au Conseil des faits récents intéressant la mise en œuvre de la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil (voir [S/2021/584](#)), notamment les activités de colonisation et les violences dans les territoires palestiniens occupés. Il a souligné que les implantations israéliennes constituaient une violation flagrante des résolutions de l'ONU et du droit international et qu'elles représentaient un obstacle majeur à la réalisation de la solution des deux États et à l'instauration d'une paix juste, durable et globale. Il a relevé que la violence entre Israéliens et Palestiniens connaissait une augmentation alarmante et notamment que les hostilités entre Israël et des factions de Gaza avaient atteint une ampleur et une intensité sans précédent depuis des années. Il a également présenté les efforts internationaux faits pour consolider la cessation des hostilités et affermir le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, pour acheminer l'aide humanitaire à Gaza et entamer la reconstruction de Gaza. Le Coordonnateur spécial a exhorté toutes les parties à s'abstenir de toute mesure unilatérale et de toute provocation et à prendre des mesures pour apaiser les tensions. Il a également réaffirmé que l'ONU restait déterminée à travailler avec les Israéliens et les Palestiniens, les autres membres du Quatuor et les principaux partenaires régionaux et internationaux, afin d'ouvrir la voie à la reprise de négociations véritables en vue de parvenir à une solution viable prévoyant deux États. Les membres du Conseil ont appelé les parties à s'abstenir de toute mesure unilatérale et de toute provocation, notamment de toute violence et de toute activité liée à la colonisation. Plusieurs membres ont souligné qu'il fallait assurer la circulation des marchandises à destination et en provenance de Gaza et garantir un accès sans entrave à l'aide humanitaire. Certains membres ont déclaré qu'il importait de veiller à ce que l'aide acheminée à Gaza réponde aux besoins du territoire en matière de relèvement et de reconstruction et parvienne aux bénéficiaires désignés. D'autres ont également demandé que la communauté internationale poursuive ses efforts en vue de créer les conditions nécessaires à la reprise des pourparlers de paix.

Europe

Bosnie-Herzégovine

Le 29 juin, une réunion d'information et des consultations sur la Bosnie-Herzégovine ont eu lieu à la demande de la Fédération de Russie. À cette occasion, le Responsable de la Division de l'Europe et de l'Asie centrale au sein du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, Hervé Lecoq, a fait un exposé.

La Vice-Présidente du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, Bisera Turković, a également participé à la réunion. Les membres du Conseil de sécurité ont discuté de la situation en Bosnie-Herzégovine et exprimé leurs points de vue sur le Bureau du nouveau haut-représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine.

Asie

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Le 11 juin, le Conseil de sécurité a publié une déclaration à la presse, dans laquelle ses membres ont condamné dans les termes les plus vigoureux l'attaque lâche et odieuse commise à Baghlan-e Markazi en Afghanistan le 8 juin 2021. L'attaque, revendiquée par l'État islamique-province du Khorassan, entité affiliée à Daech, a fait au moins 10 morts et plus d'une dizaine de blessés, dont bon nombre de la minorité des Hazara.

Le 22 juin, le Conseil a tenu un débat virtuel de haut niveau sur la situation en Afghanistan sous la présidence de la Ministre estonienne des affaires étrangères, Eva-Maria Liimets.

À cette occasion sont intervenues la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Deborah Lyons, la Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Ghada Waly, et la Directrice exécutive de l'organisation Afghan Women's Network, Mary Akrami.

Cinq membres du Conseil ont participé au niveau ministériel. En outre, le Ministre afghan des affaires étrangères a pris la parole devant le Conseil. Les membres du Conseil se sont inquiétés de l'impasse dans laquelle se trouvait le processus de paix et ont souligné que les parties devaient parvenir à un accord politique, la solution au conflit ne pouvant être militaire. Ils ont condamné la montée de la violence dans le pays, et en particulier les assassinats ciblés de civils, et appelé à un cessez-le-feu immédiat et complet.

Les membres du Conseil ont affirmé qu'il importait non seulement de protéger les droits des femmes, des jeunes et des minorités et de préserver l'ordre constitutionnel, mais également d'associer les femmes à la vie politique et au processus de paix.

Les membres du Conseil se sont dits préoccupés par le maintien de la présence de groupes terroristes en Afghanistan et par la persistance de leurs activités. Ils ont exprimé leur profonde inquiétude face à la menace croissante du trafic et de la production de drogue dans le pays, défi persistant pour la région et pour le monde entier.

Les membres du Conseil se sont déclarés préoccupés par la dégradation de la situation humanitaire en Afghanistan et ont souligné qu'il importait de maintenir l'aide humanitaire et l'aide au développement. Les membres ont également souligné l'importance de la coopération régionale et des efforts régionaux concernant l'Afghanistan. Certains membres ont également noté la nomination de Jean Arnault comme Envoyé personnel du Secrétaire général pour l'Afghanistan et les questions régionales.

Myanmar

Le 18 juin, le Conseil de sécurité a tenu une séance privée sur la situation au Myanmar. Comme indiqué dans le communiqué officiel publié à l'issue de la séance ([S/PV.8800](#)), l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, Christine Schraner Burgener, a rendu compte de sa récente visite dans la région et des dernières évolutions intervenues sur le terrain. Le Conseil a également entendu un exposé présenté par le Second Ministre des affaires étrangères du Brunéi Darussalam, Dato Erywan Pahin Yusof, en sa qualité de Président de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), sur la visite menée par l'Association au Myanmar en juin et sur les résultats de ce déplacement.

Amérique latine et Caraïbes

Bureau intégré des Nations Unies en Haïti

Le 17 juin, le Conseil de sécurité a tenu une réunion publique d'information et des consultations sur la situation en Haïti et sur la mise en œuvre du mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. La Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et Chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, Helen Meagher La Lime, a présenté le dernier rapport du Secrétaire général ([S/2021/559](#)), qui met particulièrement l'accent sur les incidences de la crise politique, économique, sociale, institutionnelle et humanitaire prolongée que traverse le pays. Une représentante de la société civile haïtienne et ancienne membre de l'Assemblée constituante haïtienne, Chantal Hudicort-Ewald, a présenté ses vues sur les défis auxquels se heurte Haïti, en particulier la crise politique, la violence généralisée, la multiplication des violations des droits humains et l'impunité.

Les membres du Conseil se sont déclarés profondément préoccupés par la crise prolongée que connaît Haïti ainsi que par les conséquences de la pandémie de COVID-19. Ils ont réaffirmé leur appui au peuple haïtien et demandé instamment au Gouvernement haïtien de prendre des mesures pour mettre fin à la crise politique, sécuritaire et humanitaire. Ils ont souligné qu'il était nécessaire d'organiser des élections rapides, de remédier à la détérioration de la situation humanitaire, d'amener les auteurs de violences à répondre de leurs actes, de lutter contre la corruption et d'assurer la protection des civils. Ils ont également réaffirmé qu'il fallait que les parties prenantes haïtiennes travaillent de concert pour trouver des solutions aux causes profondes de l'instabilité et que le Gouvernement haïtien poursuive son travail sur les réformes politiques, économiques et sociales nécessaires et qu'il continue de préparer la tenue rapide d'élections. Ils ont en outre pris acte du rôle que joue le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti pour soutenir le pays.

Questions thématiques et autres questions

Les enfants et les conflits armés

Le 28 juin, par visioconférence, le Conseil de sécurité a tenu un débat public de haut niveau sur le thème « Les enfants et les conflits armés ». Présidée par la Présidente de la République de l'Estonie, Kersti Kaljulaid, la séance a réuni un certain nombre de représentants de haut niveau.

Le débat a porté sur les conclusions figurant dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés ([A/75/873-S/2021/437](#)). Comme le prévoyait la note de cadrage établie pour le débat ([S/2021/541](#)), les discussions ont également eu pour objet l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la protection des enfants dans les conflits ainsi que l'importance de la prise en compte des questions de genre dans la protection des enfants, y compris des risques particuliers auxquels sont exposées les filles. Le respect du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, faisait également partie des sujets de débat proposés.

Dans son intervention devant le Conseil, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a souligné que sa représentante spéciale et les organismes des Nations Unies sur le terrain, de concert avec la société civile et autres partenaires, avaient employé tous les outils disponibles mis en place par le Conseil de sécurité dans ses résolutions visant à mettre fin et à prévenir les violations contre les enfants. Notant que la pandémie de COVID-19 était venue complexifier et compliquer ce travail vital, il a salué le dévouement et le professionnalisme du personnel et des partenaires des Nations Unies, qui ont su s'adapter rapidement. Il a souligné qu'il fallait adapter les cadres de protection à l'évolution des conflits armés et aux multiples menaces auxquelles font face les enfants, assurer la protection des enfants dans le cadre des processus de paix, améliorer l'analyse des données, l'alerte rapide et l'action en faveur d'une action rapide et du financement de la protection des enfants. Le Secrétaire général a relevé que le début de l'année 2021 n'avait pas fait exception s'agissant de l'incidence des conflits sur les enfants et demandé à toutes les parties à un conflit de donner la priorité à la prévention des violations contre les enfants et de s'inscrire dans la logique de la concertation, des cessez-le-feu et des processus de paix.

Le Conseil a également entendu un exposé de la Directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Henrietta Fore, qui a exhorté le Conseil à accorder à la protection des enfants dans les conflits armés la priorité que cette question méritait dans ses décisions et ses délibérations. Elle a également demandé aux États Membres de contribuer à accroître les capacités de protection des enfants dans tous les domaines. Le Défenseur des enfants touchés par la guerre auprès du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés et Envoyé spécial pour la paix et la réconciliation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour la paix et la réconciliation, Forest Whitaker, a décrit les répercussions invisibles des violations commises contre les enfants que sont notamment la perte d'années d'éducation et la stigmatisation. Le spécialiste de l'éducation à l'organisation Plan International Nigeria, Laban Onisimus, a évoqué les effets particuliers des conflits armés sur les filles et appelé le Conseil et la communauté internationale à reconnaître ces risques et à y remédier, notamment les attaques dirigées contre les écoles, les enlèvements et les violences sexuelles.

Les membres du Conseil se sont déclarés préoccupés par le nombre toujours élevé de violations commises contre les enfants décrites dans le rapport du Secrétaire général et ont réaffirmé qu'il fallait mettre en œuvre les décisions du Conseil sur la

question, notamment en utilisant les outils créés pour la protection des enfants dans les conflits armés. Ils se sont dits inquiets des conséquences de la pandémie de COVID-19, notamment son incidence négative supplémentaire sur la protection des écoles et l'accès à l'éducation. Des déclarations écrites ont été présentées par 56 États non membres du Conseil, dont certaines au nom de groupes d'États Membres (voir [S/2021/617](#)).

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales (Union européenne)

Le 10 juin, le Conseil de sécurité a tenu une réunion d'information sur le renforcement du partenariat avec l'Union européenne au titre du point de son ordre du jour relatif à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de l'Union européenne, Josep Borrell Fontelles, a fait un exposé sur l'importance de la coopération multilatérale. Évoquant certains conflits, il a attiré l'attention sur le Moyen-Orient, notamment sur la Libye et la République arabe syrienne, et sur l'action menée à cet égard par l'opération militaire de l'Union européenne en Méditerranée (opération IRINI), ainsi que sur le Sahel et le Myanmar. Il a également souligné certaines situations en Europe de l'Est, en particulier la situation au Bélarus et en Ukraine.

Plusieurs membres ont déclaré que les deux organisations – l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne – partageaient une communauté de valeurs. Ils se sont réjouis du soutien prêté par l'Union européenne pour atténuer les effets de la COVID-19 dans les zones de conflit et l'aide humanitaire apportée par cette organisation à la République arabe syrienne. Certains membres du Conseil ont indiqué qu'il importait de promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et noté que l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies devraient continuer d'approfondir leur coopération.

Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité sur les méthodes de travail du Conseil

Le 16 juin, le Conseil de sécurité a tenu un débat public sur la mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité sur les méthodes de travail du Conseil ([S/2017/507](#)), avec pour thème « Agilité et innovation : les leçons de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) », que l'on peut considérer comme un prolongement du débat public organisé en mai 2020 sous la présidence estonienne.

Le Conseil a entendu des exposés sur ses méthodes de travail faits par la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines et Présidente du Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure, Inga Rhonda King, la Directrice exécutive de l'organisation Security Council Report, Karin Landgren, et la coautrice de la quatrième édition de l'ouvrage *The Procedure of the UN Security Council*, Lorraine Sievers.

La Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines, s'exprimant au nom du Groupe de travail informel, a déclaré que les difficultés et contraintes imprévues qu'avait fait surgir la COVID-19 donnaient matière à réflexion s'agissant d'éventuelles circonstances extraordinaires à venir. Elle a ajouté que la pandémie avait également fourni au Conseil des moyens nouveaux et novateurs d'assurer la continuité de son fonctionnement, notamment grâce à l'utilisation des technologies. Ensuite, M^{me} Sievers a indiqué que plusieurs solutions s'offraient au Conseil pour consolider les méthodes de travail utilisées pendant la pandémie pour en faire une

référence pour l'avenir. Elle a également expliqué que le Règlement intérieur provisoire du Conseil était valable et avait la même valeur juridique que celui de l'Assemblée générale et des autres organes principaux de l'Organisation des Nations Unies. Enfin, la Directrice exécutive de l'organisation Security Council Report a rappelé que 20 mois s'étaient écoulés depuis la dernière mission de visite du Conseil et déclaré qu'il était possible pour le Conseil de tirer davantage parti de ses visites sur le terrain.

Le représentant du Kenya a fait une déclaration en sa qualité de coordonnateur des 10 membres élus du Conseil pour le mois de juin. Les représentants des cinq membres permanents du Conseil ont également fait une déclaration au nom de leur pays. Outre les membres du Conseil, 28 États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont présenté une déclaration par écrit, certains au nom de groupes de pays, notamment le Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, qui est composé de 27 membres, ainsi qu'un groupe de 35 pays qui ont été élus au Conseil de sécurité au cours des 10 dernières années. Les déclarations faites par les membres de l'Organisation des Nations Unies ont été regroupées et publiées comme document du Conseil de sécurité (S/2021/572).

Cour internationale de Justice

Le 29 juin, le Conseil de sécurité a adopté sans mise aux voix la résolution 2583 (2021) fixant la date à laquelle aurait lieu l'élection au siège laissé vacant à la Cour internationale de Justice par le décès du juge James Richard Crawford. L'élection devait avoir lieu le 5 novembre 2021 lors des séances tenues simultanément par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale.

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

Le 8 juin, le Conseil de sécurité a tenu une séance sur le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Le Président et le Procureur du Mécanisme, le juge Carmel Agius et Serge Brammertz, ont présenté le dix-huitième rapport semestriel (S/2021/487), en application de la résolution 1966 (2010). Le président Agius a également évoqué sa lettre du 11 mai (S/2021/452). La plupart des membres du Conseil ont rappelé que la coopération avec le Mécanisme demeurait cruciale pour l'accomplissement de son mandat et qu'il incombait aux États de coopérer avec le Mécanisme, notamment aux fins de l'arrestation et de la remise des derniers fugitifs. Certains membres ont demandé au Mécanisme de fournir dans ses rapports des prévisions claires et précises sur les délais d'achèvement des procédures et de respecter ces prévisions. La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Rwanda et la Serbie ont participé à la séance.

Maintien de la paix et de la sécurité internationales : cybersécurité

Le 29 juin, par visioconférence, le Conseil de sécurité a tenu son tout premier débat public de haut niveau sur le maintien de la paix et de la sécurité dans le cyberspace. Présidée par la Première Ministre de l'Estonie, Kaja Kallas, la réunion a rassemblé un certain nombre de représentants de haut niveau. La Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement a présenté un exposé au Conseil sur la question.

Selon la note de cadrage établie pour le débat public (S/2021/540), les discussions visaient à mieux faire connaître les risques croissants liés aux activités malveillantes sur Internet et les conséquences de ces dernières sur la paix et la sécurité internationales, et à permettre aux participants d'examiner les actions menées au niveau mondial pour promouvoir la paix et la stabilité dans le cyberspace. Les

membres du Conseil étaient invités à examiner les mécanismes existant aux niveaux mondial, régional et national pour atténuer les cybermenaces et promouvoir un comportement responsable des États, et à réfléchir aux moyens d'en encourager la mise en œuvre.

La Secrétaire générale adjointe a noté que la fréquence des usages malveillants du cyberspace avait enregistré une croissance spectaculaire au cours des dernières années et que cette situation avait contribué à affaiblir la confiance entre les États et posait un risque spécifique pour les infrastructures critiques tributaires de l'informatique. Elle a attiré l'attention sur les efforts menés au niveau de l'Organisation des Nations Unies pour faire face aux menaces liées aux technologies de l'information et des communications. Elle a évoqué les travaux de cinq groupes d'experts gouvernementaux qui ont étudié les menaces existantes et émergentes dans le domaine du numérique pour la sécurité internationale et ont recommandé des mesures pour y faire face. Elle a indiqué que, plus récemment, deux groupes constitués sous les auspices de l'Assemblée générale – un groupe de travail à composition non limitée et un sixième groupe d'experts gouvernementaux – avaient mené à bien leurs travaux et adopté deux rapports de consensus. Elle a également décrit l'action menée au niveau régional pour atténuer les menaces numériques et évoqué plusieurs initiatives menées par le secteur privé. Elle a souligné que, compte tenu de l'incidence des menaces liées aux technologies de l'information et des communications sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'intervention du Conseil de sécurité dans ce domaine était primordiale.

Certains membres du Conseil, constatant une nette augmentation des cyberactivités malveillantes ces dernières années et conscients que les activités malveillantes et dangereuses dans le cyberspace pouvaient constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales, se sont félicités de l'organisation du premier débat public sur le thème de la cybersécurité. Compte tenu de l'interconnexion du cyberspace, les membres du Conseil ont souligné qu'il fallait resserrer la coopération et la collaboration internationales pour faire face aux menaces liées à l'utilisation des technologies numériques. Les membres du Conseil se sont réjouis des progrès réalisés récemment à l'Assemblée générale. Certains membres ont souligné le rôle clef de l'Assemblée générale dans l'examen des questions touchant à la sécurité internationale et aux technologies numériques.

Outre les membres du Conseil qui ont fait des déclarations, 47 États et 2 organisations internationales ont également contribué au débat public en soumettant des déclarations écrites. Les déclarations faites par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont été rassemblées et publiées comme document du Conseil de sécurité ([S/2021/621](#)).

Non-prolifération

Le 30 juin, le Conseil de sécurité a tenu une séance sur l'application de sa résolution [2231 \(2015\)](#), par laquelle le Plan d'action global commun a été entériné. La Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, a présenté un exposé fondé sur le rapport du Secrétaire général ([S/2021/582](#)). Le Conseil a également entendu un compte rendu sur le rôle que joue le Service européen pour l'action extérieure dans la coordination des activités des parties au Plan d'action, présenté par le Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, Olof Skoog, ainsi qu'un compte rendu sur l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#), présenté par la Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies, Geraldine Byrne Nason, en sa qualité de Facilitatrice chargée par le Conseil de promouvoir l'application de la résolution.

Les membres du Conseil ont salué l'action diplomatique engagée à Vienne pour relancer le Plan d'action. Outre les membres du Conseil, l'Allemagne et la République islamique d'Iran ont également participé à la séance.

Sélection du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le 3 juin, le Conseil de sécurité a examiné la procédure de sélection du Secrétaire général au titre des questions diverses.

Le 8 juin, le Conseil réuni en séance privée a adopté par acclamation la résolution [2580 \(2021\)](#), dont tous les membres du Conseil s'étaient portés coauteurs, portant recommandation à l'Assemblée générale de nommer António Guterres Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour un deuxième mandat courant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026. Le 18 juin, l'Assemblée a adopté par acclamation la résolution portant nomination de M. Guterres ([75/286](#)). À cette occasion, le Président du Conseil a été appelé à intervenir devant l'Assemblée.

Organes subsidiaires du Conseil

Au cours du mois de juin, les organes subsidiaires du Conseil de sécurité ont poursuivi leurs travaux, en partie lors de réunions en présentiel. Au total, 11 séances ont eu lieu.

Le Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux s'est réuni en présentiel le 2 juin pour un dialogue avec le Président et le Procureur du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux avant leur intervention devant le Conseil le 8 juin.

Le Comité d'état-major s'est réuni par visioconférence le 11 juin pour examiner un point sur l'initiative « Action pour le maintien de la paix », puis le 25 juin pour discuter de la situation en Afghanistan et au Soudan du Sud.

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#) s'est réuni le 15 juin pour procéder à un échange de vues sur une analyse, établie par le Groupe d'experts, des données actualisées figurant dans les tableaux aux fins de l'examen approfondi de l'état d'avancement de l'application de la résolution [1540 \(2004\)](#) prévu en 2021.

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1373 \(2001\)](#) concernant la lutte antiterroriste s'est réuni le 17 juin pour examiner les premiers éléments de l'évaluation et les observations préliminaires concernant la partie virtuelle de la visite hybride du Comité dans cinq États Membres. En outre, le Comité a examiné l'évaluation actualisée de la mise en œuvre au niveau mondial par les États Membres de la résolution [1373 \(2001\)](#) et des autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ainsi que l'évaluation de la mise en œuvre au niveau mondial par les États Membres de la résolution [1624 \(2005\)](#) du Conseil. Un compte rendu mensuel des activités de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme a également été présenté au Comité.

Le 24 juin, le Conseil de sécurité s'est réuni en formation 2231 pour examiner le onzième rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) ([S/2021/582](#)).

Cinq comités des sanctions se sont réunis. Le Comité du Conseil de sécurité faisant suite à la résolution [751 \(1992\)](#) sur la Somalie a tenu une séance le 4 juin par visioconférence pour examiner le rapport à mi-parcours du Groupe d'experts. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant la République centrafricaine s'est réuni le 4 juin par visioconférence pour examiner le rapport final du Groupe d'experts. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la

résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud a tenu une séance le 18 juin avec les États de la région. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1970 \(2011\)](#) concernant la Libye s'est réuni le 25 juin pour entendre un exposé du Groupe d'experts sur son programme de travail au titre de la résolution [2571 \(2021\)](#). Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1533 \(2004\)](#) concernant la République démocratique du Congo s'est réuni le 30 juin pour entendre un exposé du Haut Responsable du Mécanisme de suivi, Robert Petit.

Méthodes de travail

Face à la pandémie mondiale de COVID-19, les membres du Conseil de sécurité se sont entendus par consensus sur les méthodes de travail du Conseil pour le mois de juin, comme décrit dans la lettre du Président en date du 1^{er} juin ([S/2021/524](#)). Au vu de la légère embellie de la situation à New York et de la modification de l'évaluation des risques opérée par l'équipe médicale des Nations Unies, l'Estonie a décidé de tenir les séances du Conseil en juin en présentiel dans la salle du Conseil, à l'exception des réunions de haut niveau qui se sont déroulées sous forme virtuelle afin de permettre une participation inclusive. Dans la salle du Conseil, le format de réunion, qui était initialement limité à deux personnes par État Membre du Conseil, est passé à trois personnes à compter du 9 juin. Les consultations plénières ont continué à se tenir dans la salle du Conseil pour des raisons de santé et de sécurité. Les réunions avec les pays fournisseurs de contingents et certaines réunions des organes subsidiaires ont eu lieu dans la salle du Conseil économique et social et dans celle du Conseil de tutelle.
